

De nombreux cours de Samaritains ont été organisés pendant la dernière année, et les résultats obtenus sont fort encourageants pour l'avenir.

DE LA SANCTION PÉNALE A DONNER A LA CONVENTION DE GENÈVE
D'APRÈS M. MOYNIER.

Jusqu'à présent, la Convention de Genève, qui pose des principes si importants au point de vue du droit de la guerre et qui a été acceptée avec tant d'empressement dans les diverses parties du monde, est dépourvue du couronnement qui, seul, en assurerait la complète efficacité ; ses prescriptions n'ont aucune sanction, ni internationale, ni nationale, — du moins dans la plupart des pays, — de telle sorte qu'en les observant on remplit un devoir librement assumé, mais qu'en les violant on ne s'expose à aucune répression régulière et légale, et que le seul remède consiste en ce détestable moyen des représailles, qui fait pâtir des innocents de la faute des coupables, ou en une révolte, toujours hypothétique et souvent inefficace, de l'opinion publique. Les rédacteurs de la Convention s'en étaient remis au zèle des Etats contractants pour l'élaboration de législations locales ; cet espoir a été déçu. Faut-il renoncer à jamais à rendre la Convention, non pas seulement moralement, mais aussi légalement obligatoire pour ses adhérents ? M. Moynier ne l'a pas pensé, et il a cherché comment on pourrait arriver à donner une sanction à ses dispositions, sans empiéter sur la souveraineté de chaque Etat signataire, sans donner à des tiers un droit d'intervention dans l'exercice de la justice répressive, droit qu'aucune puissance ne consentirait à reconnaître en dehors de la constitution d'une autorité fédérale supérieure, qui est et restera longtemps encore dans le domaine des rêves. ¹

Le programme de la réforme souhaitable comporte deux parties distinctes. Ce sont : premièrement la détermination de la nature et de l'échelle des peines à appliquer aux violateurs, et, en second

¹ Voy. aux *Ouvrages reçus*.

lieu, le choix d'une organisation judiciaire acceptable, en dépit du caractère anormal qu'il faudrait bien lui imprimer.

Quant au premier point, M. Moynier évite le reproche d'une ingérence déplacée dans les droits souverains des Etats, en demandant que chacun d'eux soit mis en demeure de faire lui même une loi sur la matière pour son propre territoire, l'important n'étant pas que ces lois soient absolument identiques, mais qu'il y ait partout une sanction légale. Les diverses lois locales seraient ensuite groupées et publiées par les soins de quelque organe central; par exemple, par le Bureau international pour la publication des traités, dont, en 1892, l'Institut de droit international a proposé la création et dont l'organisation est à l'étude.

Quant à l'application même des lois qui auraient été ainsi promulguées dans chaque pays, M. Moynier estime qu'il y aurait deux phases à observer. Il doute que les juges nationaux, surtout en temps de guerre et vis-à-vis soit de leurs compatriotes, soit de l'ennemi, aient une impartialité assez sérieuse pour apprécier les faits et leur caractère délictueux; ils seraient toujours tentés d'être trop indulgents pour les uns et trop sévères pour les autres; ils seraient, dans tous les cas, suspects de l'être. Il propose, en conséquence, de confier cette première partie du jugement, sinon à un organe international spécial, dont l'organisation et le fonctionnement soulèveraient peut-être des difficultés de diverse nature, du moins à une juridiction élevée d'un Etat neutre, désignée à l'avance dans chaque pays par son propre gouvernement pour y fonctionner éventuellement dans ces conjonctures, le plaignant ayant le droit de choisir, parmi les tribunaux neutres ainsi désignés, celui qui lui inspirerait confiance. M. Moynier n'admet pas, d'ailleurs, que toute personne articulant des griefs contre l'ennemi ait la faculté d'en saisir les juges neutres: il réserve aux gouvernements seuls le rôle d'accusateurs, après examen préalable et approbation de la réclamation formulée par leurs nationaux.

Le tribunal saisi aurait pour premier devoir de bien établir les faits allégués; puis il se prononcerait sur l'innocence ou la culpabilité des personnes traduites à sa barre, ainsi que sur les circonstances atténuantes ou aggravantes de la faute, si faute il y a. Mais là s'arrêterait son rôle; et là aussi commencerait la seconde phase de la procédure.

M. Moynier ne confère pas au tribunal neutre le droit soit de

déterminer, soit, *a fortiori*, d'appliquer la peine: ce tribunal ne peut que la requérir, en mettant les juges naturels du coupable en demeure de la prononcer d'après leur loi particulière. L'instance criminelle compétente, ainsi saisie, aurait une certaine latitude d'appréciation entre le maximum et le minimum de la peine encourue, sans parler de son exécution, qui la concernerait exclusivement; mais, si elle ne tenait pas compte du premier verdict, elle commettrait un déni de justice.

L'auteur prévoit, du reste, une exception nécessaire: s'il était prouvé que la responsabilité du fait délictueux remonte jusqu'au gouvernement lui-même, le renvoi aux tribunaux nationaux serait forcément illusoire; M. Moynier propose que, dans ce cas, la juridiction neutre se borne à formuler un blâme contre ce gouvernement, et s'en tienne à ce « stigmatisme moral ».

Nous ne pouvons, en cette annonce forcément sommaire, faire connaître que dans ses grandes lignes le projet élaboré par M. Moynier. Il va en saisir, en première ligne, le corps le plus compétent, par sa composition, pour en discuter les bases et en scruter les détails; si, comme il y a tout lieu de l'espérer, l'Institut de droit international, après l'examen approfondi sollicité par l'auteur, y donne son plein assentiment, on pourra être certain que le projet ne se heurte, ni au point de vue juridique, ni au point de vue diplomatique, à aucun obstacle insurmontable, et M. Moynier aura rendu, une fois de plus, un service signalé à la cause de la justice et de l'humanité. Le projet de règlement, fort bien conçu, qui termine son exposé historique et doctrinal, se recommande à la très sérieuse attention des jurisconsultes et des hommes d'État. Nous ne pensons pas que cet important problème comporte une meilleure solution.

Ernest LEHR.

BRANCARD DE MONTAGNE DU D^r FRÉLICH

Cet appareil est destiné aux troupes dites de montagne, ainsi qu'aux colonnes d'ascensionnistes volontaires de la Croix-Rouge, dont la création paraît urgente. En effet, depuis l'extension considérable des ouvrages de fortification permanente sur les points